



CLUB CONVAINCRE DU RHONE

New letter Europe N° 56 du 4 au 17 février 2025



Intelligence Artificielle : *Que fait l'Union européenne ?*

Si les USA et la Chine ont de l'avance dans le domaine de l'**Intelligence Artificielle**, l'Union européenne souhaite encadrer son développement tout en favorisant l'innovation, en permettant que les données circulent dans l'UE sans porter préjudice aux européens. Les systèmes d'IA sont classés en fonction des risques (de minime à inacceptable) en fonction des droits fondamentaux . Depuis 2024, le logiciel de conversation ChatGPT est capable de générer des textes à la demande, il a accéléré le phénomène et l'IA prend une place de plus importante dans les économies et les sociétés.

Devant des pratiques controversées, l'UE a décidé un encadrement internationale de cette technologie par le IA Act adopté en 2024 qui permet de se prémunir de ces risques, **les inacceptables** (exploitation de la vulnérabilité des enfants et des handicapés et toute notation sociale ainsi que la reconnaissance faciale connectée à des bases de données) sont interdits depuis le 2 février 2025, ceux à **haut risque** pour la sécurité et le droit des personnes dont la réglementation s'appliquera à partir d'août 2027, ainsi que **les modèles d'IA à usage général** régulés par le Comité européen de l'intelligence artificielle à compter du 2 août 2025.

Pour favoriser le développement de l'IA en Europe, la **création d'un marché unique des données** a commencé en 2016 (RGPD), il est approfondi par la directive sur la gouvernance des données applicable depuis septembre 2023. Le 11 février 2025, Mme Ursula von der Leyen a annoncé un plan de **200 milliards d'€** dénommé "InvestAI" ce programme comprend un fonds européen de **20 milliards d'€** pour des giga-fabriques spécialisées dans l'entraînement des modèles d'IA avancés (7 premiers sites dévoilés en décembre 2024). Ce dispositif est financé par **50 milliards d'€** provenant des fonds de cohésion (Europe numérique, Horizon Europe) et les **150 milliards d'€** restants par l'alliance EU "**AI Champions initiative**" qui regroupe 60 entreprises européennes.

Source : *Tout l'Europe* du 13 février 2025



UKRAINE : Quelle négociation pour la paix ?

Lors de la longue conversation téléphonique mercredi dernier entre **Donald Trump** et **Vladimir Poutine**, ils ont convenu d'entamer des négociations pour mettre fin à la guerre, dans un tête à tête qui devrait avoir lieu en Arabie saoudite. Ensuite le président américain a informé le président ukrainien **Volodymyr Zelensky**, sans préciser si l'Ukraine et l'UE participeront à ces négociations ! Le même jour, dans une réunion des "alliés européens" à Bruxelles, le secrétaire américain à la défense **Pete Hegseth** a déclaré que les garanties de sécurité apportées par l'Occident après la guerre ne devraient pas impliquer l'OTAN car l'adhésion de l'Ukraine à cette alliance militaire n'est pas réaliste !

Comme chef du Pentagone il a martelé "*il appartiendrait aux Européens de trouver des garanties robustes de sécurité pour le maintien d'une paix durable*" en excluant le déploiement de soldats américains en Ukraine. Le lendemain à la conférence de Munich sur la sécurité, le président du Conseil européen, **António Costa**, a déclaré "*Nous continuerons à soutenir l'Ukraine dans les négociations en fournissant des garanties de sécurité dans sa reconstruction et en tant que futur membre de l'Union européenne*" et le chancelier allemand Olaf Scholz a souligné que "*rien ne devait être décidé au sujet de l'Ukraine sans la participation des Ukrainiens*" .

Ces négociations ne peuvent récompenser l'agresseur, elles doivent garantir que la Russie ne soit plus une menace pour l'Ukraine et les autres pays européens voisins. Le vice-président américain J.D. Vance critiquant les gouvernements européens en matière de démocratie a déclaré "*la plus grande menace pour la sécurité de l'Europe n'était pas la Russie ou la Chine, mais plutôt une menace intérieure due à un recul de l'Europe par rapport à certaines de ses valeurs les plus fondamentales, des valeurs qu'elle partage avec les États-Unis d'Amérique*". Peu de temps après **Volodymyr Zelenskyy** a averti l'Europe que "*le temps est révolu où l'Amérique soutenait l'Europe simplement parce qu'elle l'avait toujours fait*", et il a déclaré qu'il était temps de créer des "forces armées de l'Europe."

Source : *Le Figaro* du 13 et 14 février 2025



"DE LA FERME A LA TABLE" *Stratégie pour verdir l'agriculture !*

Elle est proposée par la Commission européenne et adoptée en 2021 pour **transformer en profondeur le système alimentaire**. En 2017, près de 950 000 décès dans l'UE sont imputables à des régimes alimentaires peu sains, de plus l'agriculture est responsable de 10,5% des émissions de gaz à effet de serre et elle contribuerait de façon importante à l'appauvrissement de la biodiversité. Devant ces enjeux, la Commission européenne a proposé en 2020 une déclinaison du **Pacte Vert** pour le monde agricole afin d'enrayer la chute de la biodiversité à l'horizon 2030 et un **système alimentaire équitable sain et respectueux de l'environnement** dénommé "De la ferme à la table".

Les objectifs ambitieux de cette stratégie étaient la réduction de 50% du recours aux pesticides d'ici 2030 et une aide accrue à l'agriculture biologique (10,5% des surfaces consacrées au bio en 2022) avec un plan d'action en faveur de l'agriculture biologique adopté en 2021 et l'ambition de parvenir à 25% de production agricole bio à l'horizon 2030. Les débats autour de la stratégie européenne de l'agriculture ont provoqué de vives tensions entre les Euro-députés qui soutiennent les lobbies de l'agro-industrie et ceux qui craignent de sacrifier l'autonomie alimentaire de l'Europe et l'avenir des agriculteurs. Pour ne pas faire dépendre l'Union européenne des importations pour nourrir sa population, le monde paysan conteste cette stratégie et les accords de libre échange signés par l'UE avec plusieurs parties du monde.

Sur les 27 projets législatifs présentés pour mettre en œuvre cette stratégie, 5 ans plus tard, seuls quelques textes ont été adoptés et dans un contexte de tensions avec le monde agricole, les objectifs sont revus à la baisse. La stratégie "de la ferme à la table" n'apparaît pas dans la lettre de mission du nouveau commissaire à l'agriculture, le luxembourgeois **Christophe Hansen**, lequel doit présenter le 19 février prochain la vision pour l'agriculture et une nouvelle approche des questions alimentaires de l'exécutif européen.

Source : *Tout l'Europe* du 10/2/2024

